Lorsque les honorables messieurs de la gauche prédisent le résultat destructif de la politique nationale, ils désignent l'état de prospérité vers lequel nous marchons. Ils désignent le pays qui a depuis si longtemps adopté cette politique dans son intérêt—politique qui ruine notre peuple—et qui rend présentement le pays voisin plus prospère qu'il n'avait été depuis nombre d'années.

Je demanderais aux honorables messieurs, puisqu'ils font allusion à ce sujet, quelle serait la position du pays si nous n'avions pas adopté la politique actuelle qui nous a permis de donner de l'emploi à nos classes ouvrières ? Nos ouvriers auraient été forcés d'émigrer pour chercher de l'ouvrage. On a dit que 23,000 personnes étaient passées aux Etats-Unis par Sarnia ; tout le monde sait qu'un grand nombre de ces gens étaient des Américains. Mais en admettant, pour le besoin de la discussion, ce qu'a dit mon honorable ami de la gauche, nous aurions eu une émigration beaucoup plus forte encore que celle qui a eu lieu, n'eut été l'adoption de cette politique.

Une VOIX—Ecoutez ! écoutez !

Sir LEONARD TILLEY—L'honorable monsieur interrompt. Mon honorable ami de la gauche a dit que j'avais fait un discours injurieux. Je ne sache pas que le discours que j'ai fait le 9 mars ou celui que j'ai prononcé ce soir contiennent aucune remarque injurieuse. J'aurais pu blesser le sentiments des honorables messieurs de la gauche si j'avais parlé de la conduite injurieuse de certaines gens, qui ont décrié le pays en le dépréciant et en nuisant à son crédit, mais je dirai ceci : que, dans les circonstances présentes, sans en donner crédit à la politique nationale, il eût été à souhaiter que les honorables messieurs eussent pris l'attitude adoptée il y a trois ou quatre mois par quelques-uns de leur journaux, et admis que le pays est plus prospère qu'il n'était, tout en disant que ce n'est pas l'effet de la politique nationale.

Tout homme sincère devra admettre que l'état du pays est plus prospère et plus encourageant ; il me semble qu'il eût été plus patriotique et plus conforme à l'intérêt public d'admettre ce fait.

Un grand nombre parmi les membres de cette Chambre se mirent en communication avec moi, pendant la dernière session, avant que nous eussions soumis les résolutions relatives au tarif, et ils se rappelle-